

Réchauffement climatique et tourisme

Conférence donnée par M. **Francesco FRANGIALLI**,
Secrétaire Général de l'OMT, Professeur Associé à l'IREST

Le mardi 18 novembre 2008 à la Direction du Tourisme
dans le cadre du cycle des conférences de l'IREST 2008-2009¹

Introduction :

Aspects institutionnels et historiques de la prise en compte du phénomène du réchauffement climatique et du lien avec le tourisme

La conférence de Rio : émergence d'une prise en compte du phénomène du réchauffement climatique

C'est en 1992, au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, qu'a été signé la convention cadre sur le réchauffement climatique. Cela marque une prise de conscience de la communauté internationale sur les questions des changements climatiques, mais aussi sur la nécessité de protéger la biodiversité. C'est d'ailleurs dans le cadre de cette convention cadre de 1992 qu'ont été signé les deux protocoles importants: le Protocole de Montréal (sur la suppression de l'utilisation des chlorofluorocarbones) et le Protocole de Kyoto (sur la réduction des gaz à effet de serre).

L'OMT relie tourisme et réchauffement climatique

En 2002, à l'Organisation Mondiale du Tourisme, Francesco Frangialli proposa la tenue d'une première conférence sur le changement climatique et le tourisme. Celle-ci s'est tenue à Djerba, et a été faite en collaboration avec treize institutions et programmes des Nations Unies. 42 pays étaient également présents. Lors de cette conférence, une déclaration a été adoptée, ce qui traduit la première prise de conscience que le tourisme n'échappait pas au phénomène.

Cette prise de conscience coïncide avec la sensibilisation accrue de l'opinion sur le phénomène du réchauffement climatique, liée principalement à la multiplication d'importantes catastrophes naturelles, mais aussi à la présence renforcée des questions que suscite ce phénomène dans les médias, ou encore le film d'Al Gore.

La recherche affine les estimations sur le phénomène du réchauffement climatique

Le Groupe Interministériel sur l'Evolution du Climat (GIEC) s'est réuni de nombreuses reprises. Et la plus importante de ces réunions est celle qui s'est tenue en novembre 2007 à Valence. Lors de cette réunion, le quatrième rapport du GIEC a été présenté. Parmi les nombreuses analyses et hypothèses exposées, ils ont par exemple pu quantifier le réchauffement de l'air. Si on prend les deux points moyens des extrêmes des variantes, c'est-à-dire de l'hypothèse la plus haute et de l'hypothèse la plus basse ; on est à un réchauffement de l'air de 1,8°C pour l'hypothèse basse, et à 4°C pour l'hypothèse haute.

Le réchauffement climatique est maintenant attesté par : l'accroissement des températures moyennes mondiales de l'atmosphère et de l'océan ; la fonte généralisée de la neige et de la glace ; l'élévation du niveau moyen de la mer ; et par le fait que les 11 des 12 dernières années figurent au palmarès

¹ La conférence a été retranscrite par les étudiants du **M2 de l'IREST Développement et Aménagement Touristique des Territoires**.

des années les plus chaudes. Ce réchauffement climatique se traduit par : des vagues de chaleurs plus fréquentes ; des régimes de vent modifiés ; le développement de la sécheresse dans certaines régions, des précipitations abondantes dans d'autres ; la fonte des glaces terrestres, et de la banquise et de l'Arctique.

Engagement de l'industrie touristique pour limiter son rôle dans le réchauffement climatique

C'est dans ce contexte que c'est tenu en Octobre 2007 à Davos, la deuxième conférence de l'Organisation Mondiale du Tourisme, sur les relations entre changement climatique et le tourisme. Elle s'est faite en commun avec le programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation Météorologique Mondiale, l'appui financier du gouvernement de la Suisse, et la collaboration du World Economic Forum. Lors de cette conférence, il a été reconnu que le climat est une ressource essentielle pour le tourisme, tout en soulignant la contribution que le tourisme apporte lui-même au phénomène du réchauffement climatique. Et il a été indiqué que le secteur du tourisme devait s'inscrire dans les quatre points de la démarche des Nations Unies, que sont :

- L'atténuation des émissions de gaz à effet de serre,
- l'adaptation des entreprises et des destinations au changement en cours des conditions climatiques,
- l'introduction des technologies nouvelles dans le secteur pour à la fois s'adapter et limiter les émissions,
- la mobilisation des ressources financières pour pouvoir conduire ces changements.

Il a également été lancé toute une série d'appels aux gouvernements, aux secteurs et aux destinations, aux consommateurs, aux médias, et aux réseaux de recherche et scientifiques.

Une fois ces connaissances accumulées, l'assemblée générale de l'OMT s'est réunie l'année dernière à Chacarera de Indias en Colombie, et l'assemblée a adopté une résolution sur ce thème. La mise en place de cette résolution n'a pas été évidente du fait que certains pays, notamment l'Inde, et quelques pays d'Amérique latine, craignaient qu'en insistant sur leur responsabilité (en tant qu'industrie touristique) cela soit perçu comme une incitation à pénaliser ces destinations éloignées des marchés émetteurs. Cependant une résolution forte a tout de même été adoptée.

Vers un nouveau protocole plus efficace pour limiter le phénomène à l'horizon 2012

Lors du Sommet des nations unies, qui s'est tenu en décembre 2007 à Bali, un « road map » sur deux ans a été adoptée. Et cela, pour préparer l'accord international qui sera le successeur du protocole de Kyoto à la fin 2009.

Le protocole possède deux limites : il ne prend en compte que les pays développés (or cette année la Chine vient de dépasser les Etats-Unis en émission totale de carbone dans l'atmosphère), et les Etats-Unis ont signés le protocole mais ne l'ont pas ratifié.

Les pays émergents avaient jusqu'à présent un langage défensif vis-à-vis de ces mesures, mais l'évolution semble aujourd'hui positive pour la Chine par exemple. L'Inde reste sur des positions plus nationalistes et défensives.

Le tourisme, activité au réchauffement climatique

Il existe peu d'activités qui soient autant liées à la météorologie et la climatologie (c'est-à-dire lié au temps qu'il fait et qu'il va faire). De plus les interactions entre le tourisme et le réchauffement climatique sont complexes :

- les impacts immédiats (parfois brutaux) : destructions liées aux inondations, avalanches, tempêtes, incendies, la disparition des plages,...
- les impacts indirects (modifications durables de l'environnement) : eaux pollués, recul de la forêt, diminution de la biodiversité, rétrécissement du manteau neigeux, recul des glaciers, ...

- les modifications des styles de vie / de comportement
- les interactions qui naissent des efforts d'adaptation, sur la consommation d'énergie et sur l'émission de gaz à effet de serre.

Partie 1 : Le monde du tourisme, victime du changement climatique

4 types de territoires touristiques sont particulièrement concernés par le phénomène

1.1 Iles, archipels et espaces littoraux

- élévation du niveau de la mer

Les îles vulnérables sont celles dont le point culminant est d'environ 2 à 3 m au dessus du niveau de la mer:

Pour elles, la prévision de la hausse du niveau de la mer d'un mètre en moyenne n'est pas réjouissante. (Parfois plus en fonction des marées et des vents).

Sur 51 nations en territoire insulaire, une grande majorité d'entre elles vivent du tourisme.

Au sommet des Nations Unies à Bali, la ministre des Fidji : disait : « c'est dur pour nous car notre industrie touristique est déjà atteinte mais et le sera de plus en plus et puis au bout du compte c'est notre pays et sa population qui va disparaître ».

Le nouveau président des Maldives décidait la semaine dernière qu'une partie des bénéfices du Tourisme sera dérivée pour renforcer les structures de ses îles, construire des digues, augmenter leur résistance... Mais le chantier ne peut s'appliquer sur l'ensemble des îles, ce n'est pas possible car elles sont 1250 au total...

C'est plusieurs centaines de millions de personnes qui sont concernées par l'élévation du niveau des mers, le golfe du Bengale étant la partie la plus touchée.

- D'autres destinations considérables sont aussi dans le collimateur :

Venise : un investissement de 4 milliards d'euros pour mettre à l'abri la ville est engagé par le gouvernement italien et les collectivités locales. L'origine du problème est autre mais le réchauffement climatique vient s'ajouter.

La hausse du niveau de la mer : provient essentiellement de la fonte des glaces de l'arctique. Celles-ci semblent même s'accélérer par rapport aux prévisions initiales.

- Atteinte à la biodiversité marine

Les coraux : ceux-ci commencent à blanchir quand l'eau se réchauffe de 1 degré et disparaissent quand la température augmente de 3 à 4 degrés.

La perte est définitive. C'est tout l'écosystème qui est en péril, la faune sous marine dépend de l'existence des coraux.

Le tourisme en est dépendant aussi de cette ressource naturelle. C'est une attraction touristique extraordinaire par exemple, les 2500 massifs de coraux sur les 2000Kms de la grande barrière de corail rapportent 4 milliards de dollars, ce qui correspond à environ 70 à 80 % de l'activité du nord de l'Australie et des pays environnants.

- Hausse des aléas climatiques

Il est maintenant prouvé que la multiplication des cyclones et tempêtes tropicales sont aussi liées aux changements climatiques. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des épisodes climatiques exceptionnels, surtout dans certaines parties du globe, semble pouvoir être directement lié aux effets du changement climatique.

- **Erosion côtière**

Ce phénomène, aux causes et conséquences plus large, peut être relié lui aussi au changement climatique. En effet la hausse du niveau des mers et océans, conjuguée au changement de température de l'eau, joue un rôle. L'exemple des côtes du golfe du St Laurent, au Canada, illustre cela. Avec la hausse des températures le fleuve n'est plus continuellement pris par la glace en hiver, les côtes sont ainsi soumises à un mouvement d'eau plus important tout au long de l'année, favorisant une érosion plus rapide.

1.2 Les territoires victime de désertification

- **L'eau, élément central du tourisme**

Les perturbations de ces zones sont liées à l'augmentation de la consommation d'eau (consommation multipliée par 6 en 1 siècle alors que la population a été multipliée « seulement » par 3).

L'absence, la pénurie d'eau favorise la prolifération des germes et bactéries, la multiplication et la diffusion des maladies, forcément néfaste au tourisme.

Le tourisme n'a pas que des effets pervers et négatifs : il stimule par exemple la mise en place de systèmes d'adduction d'eau dans des pays comme la Tunisie. Ces systèmes permettent initialement l'accueil du tourisme mais ils profitent considérablement à la qualité de vie des résidents aussi.

Les souffrances des zones de désertification liées aux changements climatiques touchent beaucoup l'Afrique mais aussi des pays méditerranéens comme l'Espagne.

- **Augmentation des phénomènes d'incendies**

L'augmentation des événements de sécheresses et de canicules favorise les phénomènes d'incendies. Les territoires, ici traités, sont particulièrement vulnérables à ce type d'aléa, le manque d'eau ajoute encore un défi quant au combat contre le feu. Le réchauffement climatique est par conséquent un facteur qui participe à ce contexte de risque.

1.3 Forêt et biodiversité

- **Le recul de la biodiversité**

Lors de la convention sur la sauvegarde de la biodiversité ont été fixé des objectifs pour réduire sensiblement à partir de 2010 cette déperdition. De plus, 2010 sera l'année de la biodiversité.

Il ne reste dans le monde que 400 gorilles de montagnes, le contexte actuel de l'est du Congo, rend difficile leur survie. Le recul de la forêt, lié indirectement au changement climatique, en est un des principaux facteurs. De même, les Orangs-outangs de Malaisie et d'Indonésie sont dans une situation extrêmement précaire.

Il ne resterait en Afrique, selon les estimations, plus que 30000 éléphants. 80% des territoires où vivaient ces derniers n'existent plus. Au Kenya, depuis l'indépendance, le nombre de rhinocéros est passé de 2000 à 500. On estime qu'entre 20 et 30% des espèces animales et végétales seraient exposées à un risque d'extinction si la température augmente entre 1,5° et 2,5° (moyenne basse des prévisions du GIEC).

Des « attractions » disparaissent. Au Kenya, le Lac Nakuru, est un paysage fantastique grâce aux oiseaux qui y sont présents ; à partir du moment où les eaux du lac rétrécissent, les oiseaux disparaissent, donc, l'attractivité touristique elle-même n'existe plus.

- **Le changement climatique, pas seul responsable**

La forêt ne recule pas partout dans le monde. Dans l'hémisphère nord, la forêt augmente. C'est le cas en France par exemple. Mais la forêt dans l'hémisphère nord n'a pas la même valeur d'absorption du carbone que les forêts des zones tropicales.

Ce qui importe, c'est ce qui se passe pour la forêt tropicale c'est-à-dire la forêt primaire. Dans les 3 grands bassins de cette forêt primaire que sont l'Amazonie, la zone Indonésie, Malaisie, l'Asie du Sud-est et le bassin du Congo, dans deux d'entre eux (Amazonie et Asie du sud-est) la forêt recule.

L'une de ces raisons est le fait que la forêt est coupée volontairement, soit pour permettre l'extension de l'élevage soit pour les plantations de cannes à sucre, d'hévéas... L'Indonésie a de très grandes difficultés à résister aux grandes multinationales malaisiennes qui allument des feux de forêts délibérément pour dégager les sols, par conséquent un grand nuage plane au-dessus à certaines périodes, de l'Asie du Sud-est jusqu'aux Maldives.

Des initiatives existent pour compenser ces problèmes, par exemple, le Président du Gabon a annoncé, et effectivement mis en œuvre, après le sommet de Johannesburg, la création d'un réseau de 13 parcs nationaux. Ainsi, 11% du territoire du Gabon est maintenant préservé de toute exploitation forestière et permet d'envisager un développement des activités touristiques.

Faire comprendre à des pays comme l'Indonésie que le maintien de la biodiversité (orangs-outans, nasiques...) peut apporter une activité touristique, source de plus de rentabilité que la coupe de la forêt, est un enjeu actuel.

1.4 Les territoires touristiques liés à la neige, aux glaciers

- Les zones polaires

Ces zones, où le tourisme est relativement peu développé, n'en sont pas moins caractéristiques du phénomène global. Médiatiquement la fonte des glaces est marquante et provoque une réelle prise de conscience. Les déplacements réguliers des responsables politiques vers ces zones en sont une bonne illustration...

D'autre part, il semblerait qu'une certaine forme de tourisme se développe actuellement, où l'objectif est d'observer ces fontes rapides en direct.

- Les sports d'hiver

L'influence de la météorologie a un impact direct sur les touristes et sur l'environnement. Le réchauffement climatique a des conséquences à différentes échelles :

- Des conséquences immédiates et brutales comme les avalanches, les mouvements de terrain ;
- Des conséquences indirectes à plus long terme comme le rétrécissement du manteau neigeux ;
- Des modifications du style de vie comme en 2006 où la saison hivernale dans les alpes ou les Rocheuses a été catastrophique.

Francesco Frangioli, secrétaire général de l'OMT et ancien adjoint au maire de Morzine-Avoriaz dans les Alpes françaises, a souligné qu'il a observé fondre l'enneigement de cette station : elle recevait 13 à 14 mètres de neige en cumulé tout au long de l'hiver dans les années 1970, alors qu'en 2006, il n'y a plus que de 6 à 7 mètres : « *Les destinations touristiques qui ne mettent pas en oeuvre une stratégie de développement respectueux de l'environnement seront pénalisées par le marché* ». C'est pourquoi, de plus en plus de stations touristiques mettent en oeuvre des stratégies afin de prendre en compte la dimension environnementale, si importante pour un secteur d'activité comme le tourisme.

Partie 2 : Le monde du tourisme, vecteur du changement climatique

2.1 Les transports, principaux responsables

D'après une étude de l'Organisation Mondiale du Tourisme, du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et de l'Organisation Météorologique Mondiale, les émissions de gaz à effet de serre du tourisme international représentent un peu moins de 5% du total mondial, soit 1,3 milliard de tonnes par an. Les 3/4 des émissions de gaz à effet de serre causées par le tourisme proviennent des transports : l'avion (40%) et le transport routier (32%) - 21% pour l'hébergement -. L'OMT estime que la croissance vertigineuse du secteur pourrait mener à une hausse de 150% de ses émissions de gaz dans les 30 prochaines années.

2.2 Doit-on arrêter de voyager et de se déplacer ?

Le tourisme est pour de nombreux pays en voie de développements une ressource économique importante. Si l'on réduit les déplacements et la mobilité touristique, les PVD seront les premiers touchés. Après avoir été une première fois victime du réchauffement climatique de manière direct ou indirect, ces pays seraient touchés une deuxième fois par la diminution de l'activité touristique sur leur territoire.

2.3 Une adaptation nécessaire pour limiter les effets : l'exemple des stations de sports d'hiver

L'adaptation est un défi considérable que les acteurs touristiques doivent prendre en compte afin d'agir concrètement à la baisse des gaz à effet de serre, responsables en partie de la hausse de la température mondiale. Les experts estiment qu'une hausse de 1,8 degrés Celsius ferait perdre 40 jours de ski sur une saison de 4/5 mois par année ce qui est une perte notable. La technique de l'engazonnement, c'est-à-dire semer du gazon sur les pistes, permet de « sauver » 30 à 40 cm de neige toujours sur une saison ce qui non négligeable. Afin de limiter la diminution du nombre de jours sur une saison, les exploitants de remontées mécaniques ont mis en place des enneigeurs permettant de fabriquer de la neige artificiellement grâce à de l'eau propulsée à très haute pression.

Toutefois, il ne s'agit que d'un palliatif, car cela ne fait que retarder le problème. En effet, les limites de ce système sont multiples :

- Les enneigeurs ne marchent que si la température se situe en dessous de 2 degrés Celsius ;
- Les enneigeurs nécessitent un pompage de l'eau. Des lacs artificiels sont construits est entraîne une forte empreinte écologique ;
- Les enneigeurs font un bruit important lorsque ceux-ci produisent de la neige.

A l'heure actuelle, les stations touristiques de montagne ont apporté que des solutions partielles qui ne permettent pas d'avoir une activité pérenne. D'ailleurs, on note ces dernières années, de plus en plus de champs de neige ou stations qui ferment pour cause d'un déficit de neige récurrent sur plusieurs années. Le village d'Abondance en Haute-Savoie, fermé en 2006, en est un exemple.

Questions-réponses

Question : Vous avez tout à l'heure évoqué la logique économique qui consistait à comparer un espace préservé, des forêts préservées, et des forêts qui brûlaient en Indonésie. Elle existe aussi à l'égard des animaux préservés ou des animaux empaillés. L'UICN avait réalisé une étude qui faisait une analyse comparative entre un animal vivant, un lion ou un léopard par exemple, et le même animal mort et/ou commercialisé en manteau ou sous d'autres formes. Les résultats donnaient faveur à l'animal préservé parce que cela générerait soit des visites, soit une attractivité particulière. Alors je me demandais si ce genre d'études qui datent de plusieurs années, avait été amplifié, s'il y avait des études nouvelles sur ces choses-là.

M. Frangiali : Une étude du même genre existe qui a révélé qu'un requin pêché pour ses ailerons rapporte 40 fois moins qu'un requin laissé au regard des touristes. Mais cela reste un genre d'études assez anecdotique. Il faudrait aujourd'hui trouver les moyens financiers pour lancer une étude sur la forêt primaire. Sa destruction représenterait l'équivalent de 20% des contributions nettes en émissions de gaz carbonique. Il faudrait arriver à démontrer qu'il est plus rentable, écologiquement comme économiquement, de la conserver que de la détruire. Le gouvernement brésilien a annoncé que la destruction de la forêt se réduisait, mais les images satellites prouvent que la destruction n'a pas décéléré.

Question : Deux phénomènes sur lesquels j'aimerais revenir. D'abord, la notion de diversification de l'offre touristique est essentielle. Il y a un vrai problème culturel, aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande. Tout à l'heure, il a été précisé que la demande évoluait, notamment avec les courts séjours, donc des rotations rapides, des problèmes de l'adaptation de l'offre qui était formatée sur des longs séjours vacanciers, sur des semaines. Il faut que ce soit une diversification intégrée. Il y a des situations globalement très différentes selon les massifs. Par exemple, dans les Alpes du Sud, il y a des saisonniers pluriactifs. La neige arrive tardivement et tient parfois jusqu'à Mai. Mais les gens sont sur les plages. Il y a donc un manifestement des changements de comportements à accompagner, à favoriser, à susciter, par des actions de communication, de sensibilisation, tant du côté de l'offre que du côté de la demande.

Ensuite, un phénomène préoccupant, les prix de l'immobilier, et les chiffres énormes de capacité. La France a choisi plutôt l'immobilier que l'hôtellerie. Et cela a été une grande erreur stratégique. Aujourd'hui, il existe de mesures de défiscalisation et on se prépare à un énorme problème de reconversion. Le béton de l'hôtellerie est du « béton intelligent » dans la mesure où, par rapport au béton des résidences secondaires, il a moins de lits froids.

M. Frangiali : C'est vrai pour la montagne. C'est vrai aussi pour l'Espagne. On a évoqué tout à l'heure le problème de la côte espagnole où l'on a construit ces dernières années des hôtels réellement les pieds dans l'eau, et non plus seulement comme le vendent certaines formules commerciales. Il y a 500 000 constructions en Espagne qui sont illégales. S'il y avait davantage d'hôtels et moins de résidences secondaires, il est clair que pour la valeur ajoutée apportée à l'économie locale on aurait beaucoup plus, et en même temps cela aurait eu beaucoup moins d'impact climatique.

Question : Je voulais revenir sur le secteur hôtelier, et notamment celui dans les pays en développement qui sont ceux qui vont souffrir de l'aggravation du dérèglement climatique. Est-ce que l'on y construit aujourd'hui une station touristique comme on en construisait il y a 10 ans, ou encore il y a deux ans ?

M. Frangiali : On nous a présenté toute une série d'expérimentations, d'innovations et d'initiatives qui sont très, très positives. Le groupe Accor vient d'engager la transformation de 200 hôtels pour les rendre plus performants du point de vue énergétique. Mais peut-on aller jusqu'à dire que la tendance est amorcée aujourd'hui car tout ceux qui font des choses intelligentes, ils le montrent, par contre les autres n'en parlent pas trop ? Il n'est pas évident de savoir s'il y a eu un retournement de culture. L'essentiel est sûrement ce qui va se passer en Asie. C'est là que se construisent les capacités nouvelles. Avec la crise économique que nous avons actuellement, c'est bien en Asie qu'il y aura encore de la marge de croissance, et pas ailleurs. J'ai un peu l'impression que souvent on parle de développement durable. Mais qu'il y a de l'argent à gagner, les choses vont très, très vite et on en voit le résultat dès qu'il y a une crise, c'est là qu'on voit le problème. Par exemple, lors de la crise économique en 1997 en Asie, ce sont les modes de développement les moins durables qui ont pris de plein fouet. Lorsque vous avez le Tsunami, on voit que ce que l'on a construit à quelques dizaines de mètres de la plage tels que les hôtels, les restaurants, les piscines, les commerces sont ceux qui se sont faits balayer par la vague les premiers. C'est un retournement de choc, que ça soit un choc physique ou économique. Cette crise, elle peut apporter de bonnes choses, comme de mauvaises. Lorsque vous avez une crise, vous évacuez un certain nombre d'opérateurs pas sérieux et ils vont disparaître du marché par la force des choses. Dans la langue chinoise, le mot qui veut dire « crise » possède deux acceptions : c'est à la fois « désastre » et « opportunité ». C'est un peu ce qui nous attend là. Le désastre, c'est que l'on a des préoccupations financières à court terme, on dit : « Voilà, le changement climatique, il n'y a plus besoin de s'en occuper, on en a parlé il y a deux ans, ce n'est plus la préoccupation maintenant. D'ailleurs, le pétrole atteint les 60 dollars le baril, alors on peut remettre des chaudières traditionnelles. » Mais cela peut être aussi l'opportunité de se dire : « Il faut s'orienter vers une croissance plus verte, construire quelque chose de plus solide qui résistera aux aléas ». La crise est donc un révélateur qui peut être le choix entre le désastre et l'opportunité.

Question : Il y a un thème qui a été évoqué mais on sent que ce n'est pas encore vraiment mûr, c'est l'effet du changement climatique sur les branches d'activité. Il est vrai que dans les stations de sports d'hiver, les nombreuses études qui ont été menées voient concrètement le problème à court terme ; par contre dans les autres branches d'activité, c'est beaucoup moins net, plus difficilement appréhendable.

Alors la question serait de savoir si dans certains pays des travaux ont été menés sur les conséquences des branches d'activité, ça peut être sur le camping, des activités liées à l'eau, sur des parcs de loisir...

En tout cas c'est un chantier sur lequel la direction du tourisme a travaillé avec le ministère chargé de l'écologie également. Je ne sais pas s'il y a des ouvertures ou des sensibilités internationales aussi bien au niveau des professionnels que des administrations.

M. Frangiali : Ce que vous dites est tout à fait juste, mais cela s'explique de manière très simple, pour ce qui concerne la montagne, ce qui fait bouger les gens c'est qu'on voit déjà les conséquences négatives directes du manque de neige et plus que cela : de l'irrégularité d'enneigement c'est cela le problème central. Même à 800m altitude on aura encore toujours de la neige mais on n'en aura pas de manière suffisante stable et régulière pour permettre une activité basée sur la neige. Donc en matière de montagne il y a cette adaptation qui commence. Mais lorsqu'il y a d'autres opportunités ce n'est pas facile à faire passer.

Je me souviens d'un débat à mon conseil municipal sur l'application de Natura 2000, et bien le conseil municipal a voté contre. Mais la réaction était de dire « ça passe après la biodiversité » alors qu'elle est quand même importante comme un produit de diversification si l'activité de ski de neige n'est plus aussi importante qu'avant. Donc en matière de montagne, il y a un début d'adaptation et un début de réflexion, même sur le littoral il n'y a pas de conséquences négatives pour l'instant. Donc s'il y a des changements de comportement ils viennent d'une autre raison : c'est parce qu'une prise de conscience se fait progressivement et que les consommateurs se disent « bon, il faut qu'on fasse un petit peu attention », on a une certaine responsabilité et un certain nombre d'opérateurs aussi ont un comportement responsable, tout le monde n'est pas irresponsable. Mais ils ne le font pas sous la pression de l'évènement, de la nécessité, ils le font par intellectualisation de ce qu'il va se passer. Cela va peut-être changer sur le littoral avec le problème de l'élévation du niveau de la mer qui va accentuer aussi le phénomène d'érosion des plages. En matière de littoral, c'est moins grave qu'en montagne, la mer elle sera toujours là, le problème sera surtout financier, il faudra reconstituer les plages, lutter contre l'érosion, cela coûte énormément d'argent et puis reconstituer certains équipements nautiques et autre... ça demande un effort financier. Mais la ressource qu'est la mer sera toujours présente tandis qu'en haute montagne il n'y aura plus de neige.

Question : Je voudrais savoir si les démarches de certification environnementale allaient dans le bon sens ou alors si c'étaient simplement des démarches marketing ?

M. Frangiali

Ce qui est sûr c'est qu'il y a un certain nombre de modifications de la part des opérateurs, des hébergeurs etc... qui ont des appels marketing et publicitaires, pour dire « on fait quelque chose de bien et pour se donner une bonne image et une bonne conscience », mais après tout si c'est pour se donner une bonne conscience mais qu'en même temps ça sert à quelque chose, autant le prendre comme cela que de se moquer.

Il y a un certain nombre de grands tours operator qui participent à beaucoup de colloques on sourit un petit peu parce que c'est un peu pour la « galerie » mais après tout si ça peut faire bouger les choses c'est une bonne conscience. Le plus important c'est qu'il y a une évolution quand même de l'environnement pas simplement dans sa notion climatique. Autrefois c'était un peu la puissance publique qui fixaient la directive : « on construit pas à plus de 100 mètres de la mer, en montagne, on construit pas en dehors des hameaux existants » : c'est la loi montagne et littorale. C'était donc une politique décidée d'en haut et imposée aux élus et aux professions du tourisme. Aujourd'hui, la problématique s'est un peu retournée, la prise de conscience écologique, environnementaliste et maintenant la problématique du climat, fait qu'un certain nombre de consommateurs disent « je choisis ma destination, mon mode d'hébergement en fonction de l'existence d'un environnement encore convenable et du fait que je ne pollue pas trop ». A partir du moment où ceci rentre dans l'esprit des gens (en Allemagne 40% des consommateurs avaient ces préoccupations en tête au moment du choix de leur destination), ce sont les consommateurs eux-mêmes qui font bouger le tour operator et c'est le tour operator qui à son tour fait pression sur la destination. Et lorsque vient la réglementation publique elle vient dans un milieu qui est préparé à la recevoir beaucoup plus facilement, c'est pour ça qu'il faut pas trop sourire si les démarches marketing participent à une prise de conscience.

Question : En fait, je vais rebondir sur ce que vous disiez comme quoi nous les consommateurs on commence à intégrer ce choix de décision alors que les clientèles à en devenir sont des clientèles chinoises, indiennes russes. Elles n'ont pas forcément les mêmes motivations que les clientèles européennes, occidentales. Comment est-ce que cela est-il pris en compte ? Et comment, alors que cette politique est assez volontariste, chaque état encore continu à s'orienter selon sa politique? Comment aujourd'hui une organisation comme la vôtre peut avoir une influence sur les états émergents, pour un développement à en devenir, qui n'ont pas encore commencé véritablement leur vrai aménagement touristique ?

M. Frangiali

Si vous regardez le comportement de la clientèle du golfe à Marbella ou le comportement de la clientèle russe à Courchevel, l'écologie ne guide pas leur pas, et les chinois ont un comportement parmi les pires qui existent. Il y en a 40 millions qui ont dépassé leur frontière, il y en aura 100 millions en 2015, il faut donner une 2nd chance aux nouveaux convertis. C'est vrai que c'est une nouvelle clientèle qui n'est pas celle qui a la plus grande préoccupation. Une prise de conscience en Chine est importante car il y a une telle détérioration de l'environnement quotidien avec notamment un haut pourcentage de cours d'eau pollués et le fait que dans les grandes villes on ne voit pas le ciel. De plus, la mer paraît verte à cause de la pollution.

Question : Je viens de l'île Maurice, aussi je m'intéresse un peu plus au tourisme dans les îles.

Les petits états insulaires, dépendent de plus en plus du tourisme donc au final à Maurice, nous voudrions faire du tourisme le premier pilier de l'économie et nous voudrions également attirer de nouveau les touristes.

Avec le problème du phénomène climatique qu'est ce qui est préconisé pour les petits états insulaires sachant que notre clientèle vient de l'Europe et de destinations lointaines.

M. Frangiali

Bonne question : c'est une constatation que je partage, les deux types de destination les plus menacées, du moins dans le cours terme dans les 20 ans qui viennent, ce sont les destinations de ski en moyenne montagne et les petites îles en développement tropical pour les raisons évoquées tout à l'heure : l'élévation du niveau de la mer.

Il y a eu des chiffres très variables mais aujourd'hui l'estimation moyenne la plus raisonnable est autour d'un mètre pour la fin du siècle. C'est beaucoup surtout pour ces archipels coralliens qui sont très peu élevés au dessus du niveau de la mer. De plus, il y a des problèmes de biodiversité notamment à partir des problèmes spécifiques des coraux et puis également des zones humides tropicales, des zones humides du littoral et puis troisièmement la multiplication des phénomènes climatiques hors normes et notamment ces grands cyclones dans les caraïbes, dans d'autres parties du monde aussi mais surtout dans les caraïbes. C'est vraiment la deuxième catégorie de destination la plus menacée et c'est pour cela que nous avons un projet expérimental afin d'en tirer un certain nombre d'enseignements pour ensuite aider les petites îles en développement à faire face autant que possible.

Question : À propos de la marche de manœuvre de l'OMT, je voudrais savoir comment vous pouvez négocier et interagir sur les choix ?

M. Frangiali

Il y a deux problèmes, la marche de manœuvre comme vous dites et le moyen d'influence. L'OMT est une petite agence. Nous sommes la plus petite des plus petites des institutions des Nations Unies et en même temps nous avons la responsabilité d'un secteur important. Notre mission était de mettre un peu les pieds dans le plat et de dire qu'il y a un vrai problème, une vraie interaction forte entre le tourisme et le changement climatique parce que beaucoup nous disait « c'est vrai que cela existe mais n'en parlez pas trop » et nous représentons moins de 5% donc nous sommes des marginaux.

« Pour vivre heureux, vivons cachés, n'en parlons pas trop », c'est comme ça qu'on portera le moins de tort à notre secteur. Nous avons pensé que c'était pas notre rôle en temps qu'institution des Nations Unies et que nous devions rentrer dans le cœur du sujet. A partir de là, nous en avons parlé beaucoup, nous nous sommes pas faits critiqués pour ça mais je crois que cela invite toute une série de conséquences positives dans le fait que les grandes institutions qui ont plus les moyens que nous peuvent faire quelque chose: la banque mondiale, les donateurs bilatéraux etc....

Je crois que nous avons réussi à mettre le tourisme dans l'agenda des Nations Unies, nous faisons ce que nous pouvons pour être au centre de la négociation internationale, et que nos préoccupations soient écoutées dans les décisions qui vont être prises.